

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1971)
Heft: 160

Artikel: Politique de la jeunesse : utopie et réalité
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028262>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Enfin on peut reprocher à la publication du Délégué aux questions conjoncturelles d'avoir été le fait d'un économiste, alors qu'un travail en équipe s'imposait. La montagne est une réalité complexe, tant du point de vue humain que physique et il convenait de la voir dans sa totalité. Les travaux sociologiques, mentionnés ici ou là, n'ont pas assez été pris au sérieux. Aujourd'hui, le montagnard se hausse enfin, et pas partout, au niveau économique de ses concitoyens du moyen-pays. C'est cela qu'il veut conserver et non pas tant ses gentianes, ses glaciers sublimes ou son raccard branlant. Si l'on ne peut pas le convaincre que cette option est à courte vue, les plus beaux rapports fédéraux resteront lettre morte. Il apparaît aberrant qu'une conception générale du développement en montagne ne fasse pas une allusion aux zones à protéger, aux parcs naturels, à l'avenir de la faune, de la flore, aux réserves en eau et en gravier, bref à l'environnement. Oui, en Suisse, tout est vraiment à vendre ou à subventionner !

' Gesamtwirtschaftliches Entwicklungskonzept für das Berggebiet.

Dédié aux évêques suisses

Tiré du document de travail des évêques péruviens pour le synode : « Il convient que le synode dénonce la pseudo-neutralité des pays qui, à travers leurs systèmes bancaires, favorisent la fuite, l'accumulation et la protection des capitaux en réalisant une politique qui appauvrit des pays comme le nôtre. De même, nous proposons que les Eglises nationales des nations puissantes censurent la vente d'armement aux pays du tiers-monde et dénoncent l'armement nucléaire. »

Politique de la jeunesse: utopie et réalité

Depuis quelques années, on parle de plus en plus, dans divers milieux, de « politique de la jeunesse ». Les événements de mai 68, en donnant une brutale actualité aux problèmes de la jeunesse, ont posé de façon urgente la nécessité d'une politique dans ce domaine. Il s'agit à la fois d'une mode et d'une revendication réelle : quelle en est la signification ?

Un terme ambigu

Il faut tout d'abord remarquer que si l'on parle fréquemment de politique de la jeunesse, le terme reste ambigu. Il a désigné tout d'abord l'ensemble des activités extrascolaires et surtout le secteur des loisirs propre aux jeunes. C'est dans ce sens restrictif que le terme a fait son apparition et qu'il est utilisé le plus souvent. Puis, l'on a pris en considération l'ensemble des problèmes de la jeunesse depuis les problèmes de travail jusqu'aux problèmes de loisirs. Ce sens fort prévaut dans les milieux « engagés ».

L'ambiguité se retrouve aussi ailleurs. Pour certains, établir une politique de la jeunesse c'est planifier les activités de jeunesse et donner des moyens aux jeunes, sans plus. Pour d'autres, c'est une réelle intervention du pouvoir politique qui est en jeu, intervention qui devrait conduire à une prise en charge par l'Etat de la solution de ces problèmes. Qu'en est-il en Suisse, au niveau des faits ?

Une vieille histoire

Les pouvoirs publics n'ont pas attendu ces dernières années pour intervenir dans les questions de jeunesse. La première intervention s'est traduite par une législation de protection dans certains secteurs comme la famille, le mariage, la santé. L'enseignement et le service militaire ont de même été l'objet d'une prise en charge du pouvoir politique.

A l'action des cantons s'ajoute une action de plus en plus grande de la Confédération. Dans le domaine de l'enseignement, la Conférence des chefs de l'instruction publique prend une importance grandissante en accélérant le processus de la coordination scolaire. Le système des bourses et allocations des études se développe.

Quant à la formation professionnelle, c'est en 1908 déjà qu'est introduit un article constitutionnel donnant à la Confédération « le droit de légiférer sur la formation professionnelle dans l'industrie, les arts et métiers, le commerce, l'agriculture et le service de maison ». En 1933, une première loi sur la formation professionnelle entre en vigueur, qui est renforcée par une loi de 1965 donnant de fortes prérogatives à la Confédération.

Un autre type d'intervention des pouvoirs publics concerne le secteur des loisirs et des sports. La Confédération a créé Macolin en 1944 qui a retrouvé un second souffle avec le projet « Jeunesse et sports ». Ce projet, maintenant accepté, prévoit une intégration des garçons et des filles (14 à 20 ans) dans un seul mouvement, ainsi que l'extension du programme à des sports très variés. La population suisse a fait un accueil favorable à ce projet, alors que dans certains milieux de l'extrême gauche on mettait en évidence une volonté du pouvoir politique d'« encadrer » la jeunesse.

Les cantons et les communes aident aussi les groupes et mouvements de jeunes dans le domaine des sports et des loisirs. De plus, certains cantons tels que Berne, Genève, Zurich, Nidwald ont institué des « Services » ou « Offices de la Jeunesse ». Le bilan de cette première étape de la politique de la jeunesse peut se résumer de la manière suivante : interventions de plus en plus fréquentes ; politique de protection, souvent de style paterneliste ; dispersion des efforts entrepris.

Rebondissements récents

La politique de la jeunesse a connu un nouveau départ en Suisse à partir de 1965 et cela par l'initiative de deux organismes : le Cartel Suisse des Organisations de Jeunesse (CSAJ) et la Section Jeunesse de la Commission nationale Suisse pour l'Unesco.

Le CSAJ est une association des mouvements de jeunesse. « Le CSAJ est politiquement et confessionnellement neutre. Il a pour but d'encourager tous les efforts des jeunes et des associations de jeunesse. Il favorise la collaboration entre les groupements de jeunes et les représentants en Suisse et à l'étranger. Il respecte l'indépendance de ses membres dans leur travail et leur organisation propre et ne se charge que des tâches d'intérêt général qui ne sont pas le ressort des membres actifs aux-mêmes. » (Statut art. 1 et 2) Le CSAJ a son secrétariat au siège de Pro Juventute à Zurich. Il regroupe quelque 50 mouvements actifs et un nombre variable de membres correspondants. Sa fondation remonte à 1933.

Si le programme du CSAJ est ambitieux, cet organisme connaît de graves difficultés tenant tant à la diversité de ses membres qu'à l'insuffisance de ses moyens. Certains lui reprochent d'être par trop inféodé à la très puissante institution Pro Juventute. D'autres le trouvent archaïque dans ses structures et son fonctionnement.

La Section Jeunesse de la Commission nationale pour l'Unesco est l'une des 7 sections chargées de répercuter en Suisse le programme de l'Unesco. Il s'agit d'un organisme gouvernemental, rattaché à la Division des organisations internationales du Département politique fédéral. La Section Jeunesse, comme d'ailleurs l'ensemble de la Commission nationale manque de moyens pour réaliser ses objectifs car les crédits sont dérisoires ; mais son caractère gouvernemental ne le prive pas d'un très réel dynamisme qui lui vient de ses liens avec le Secrétariat général de l'Unesco à Paris. En effet, les prises de position de l'Unesco sur la jeunesse sont très nettement en avance sur les positions généralement admises dans notre pays. Il y a donc à ce sujet une très nette influence de l'Organisation sur notre pays. A un moindre niveau, on peut faire les mêmes

remarques pour le Conseil de l'Europe qui organise de fréquents colloques sur la jeunesse auxquels la Suisse participe largement.

En 1964, l'Unesco organise à Grenoble un colloque sur la jeunesse qui influence profondément la délibération suisse. Dès lors, la Section Jeunesse va entreprendre des efforts en collaboration avec le CSAJ pour la mise en œuvre d'une politique de la jeunesse.

Le rapport « Jeunesse et Société »

Le premier pas est constitué par un rapport sur la jeunesse financé en grande partie par le Département fédéral de l'Intérieur. Le rapport est fait par 3 sociologues genevois et un sociologue suisse-allemand. « Jeunesse et Société » marque un premier essai systématique pour cerner le problème de la jeunesse en Suisse. Malheureusement la faiblesse des crédits mis à disposition des chercheurs n'a pas permis de procéder à de nécessaires et urgentes enquêtes sur le terrain. Dans un nombre considérable de problèmes « Jeunesse et Société » doit se contenter de tracer des pistes de recherche et des hypothèses. C'est un effort théorique de synthèse et un point de départ plus qu'un aboutissement.

Un document « audacieux »

La première version de « Jeunesse et Société » sort en été 68. Ce qui permet, lors de la session des Chambres d'automne, au Conseiller fédéral Tschudi de répondre aux interpellations Tanner et Rasser que la Suisse n'avait pas attendu les événements de 68 pour s'occuper sérieusement de la jeunesse ! De son côté la Section Jeunesse, à partir du rapport, réfléchit sur la politique de la jeunesse. Le problème fondamental auquel elle s'attaque est le suivant : comment demander une aide matérielle à l'Etat pour une politique de la jeunesse, politique qui doit être totalement autonome ? Comment gagner la confiance de la jeunesse en évitant une politique d'encadrement et de contrôle ?

La Section Jeunesse établit un document — avant-projet d'une politique de la jeunesse — qui suggère l'idée d'un modèle original de politique :

— Dans un premier temps, les moyens sont donnés à tous les groupes de jeunes, quels qu'ils soient, pour exprimer leurs aspirations, besoins, critiques, face à leurs propres problèmes et face à la société. — Dans un second temps, des solutions et décisions sont envisagées pour répondre au problème des jeunes.

— Une commission de coordination serait établie qui devrait avoir un statut totalement autochtone tout en gérant des fonds donnés par l'Etat.

Le projet de la Section Jeunesse tente en quelque sorte de sauvegarder deux exigences : l'autonomie des groupes de jeunes et l'aide matérielle de l'Etat. Certains membres de la Commission nationale pour l'Unesco trouvent le projet trop « risqué » et un séminaire consultatif est organisé en février 71 à Macolin où différentes personnes venant des Départements cantonaux de l'instruction publique, des mouvements de jeunesse et de la jeunesse inorganisée donnent leur avis sur le projet de la Section Jeunesse. L'adhésion au projet est presque unanime.

Pendant ce temps le CSAJ adresse une demande au Département fédéral de l'Intérieur pour obtenir une subvention de Fr. 450 000. —. Ce crédit viendrait en aide aux mouvements de jeunesse dont les difficultés matérielles ne cessent d'augmenter.

Le rôle du Département fédéral de l'Intérieur et l'avenir du projet

Le 2 juin 1971, le Conseiller national Chavanne adresse une question au Conseil fédéral, dont voici le texte : « Lors de la dernière session, le Conseil des Etats a adopté un postulat de M. Alfred Borel traitant de l'aide accordée par la Confédération aux organisations de jeunesse, dans lequel il évoquait d'une part les travaux du Conseil de l'Europe relatifs à l'élaboration d'une politique de la jeunesse sur le plan européen et, d'autre part, la demande d'une

(suite en page 4)

subvention immédiate de 450 000 francs présentée par le Cartel suisse des associations de jeunesse. » Par ailleurs, en février de cette année, la Commission nationale suisse pour l'Unesco a organisé un séminaire en vue d'aboutir à la pose des premiers jalons d'une politique de la jeunesse dans notre pays, politique qui devrait être mise en œuvre par une commission indépendante recevant des fonds de la Confédération.

» Le Conseil fédéral peut-il dire de quelle manière il envisage la coordination des activités du Conseil de l'Europe, de la Commission nationale suisse pour l'Unesco et du Cartel suisse des associations de jeunesse ? »

Réponse du Conseil fédéral

« Etant donné d'une part la demande du Cartel suisse des associations de jeunesse et le postulat du Conseil des Etats, du 3 mars 1971, traitant de l'aide accordée aux organisations de jeunesse, et considérant, d'autre part les travaux accomplis jusqu'ici par la Commission nationale suisse pour l'Unesco, le Département de l'intérieur a décidé de constituer un groupe d'étude chargé d'examiner de quelle façon il serait possible de mettre en œuvre une politique systématique de la jeunesse dans notre pays. Ce groupe, qui comprend notamment des représentants du Cartel des associations de jeunesse et des membres de la Commission pour l'Unesco, étudiera avec une particulière attention les moyens de coordonner l'activité des divers services qui s'occupent sur le plan national des problèmes touchant la politique de la jeunesse. » On le voit : 2 projets sont parvenus au Département fédéral de l'Intérieur : le projet de l'Unesco et la demande de subvention du Cartel. Une nouvelle commission est instituée qui doit, dans un très bref délai, se prononcer sur 2 problèmes :

1. Le CSAJ représente-t-il bien les nouvelles tendances de la jeunesse et peut-on lui accorder les crédits demandés ?
2. Le projet de l'Unesco peut-il être accepté et subventionné ?

Pendant ce temps la jeunesse...

Quelles conclusions provisoires peut-on tirer de ces faits ?

Pendant que le projet de politique de la jeunesse va de commission en commission, les jeunes se manifestent de plus en plus, mais à l'extérieur de tout contact institutionnel avec le pouvoir politique. Le paradoxe de la situation actuelle, c'est que le projet d'une politique de la jeunesse n'est pas fait par les jeunes eux-mêmes, tout au moins pas par les jeunes les plus engagés.

On rétorquera que la Section Jeunesse ainsi que le CSAJ comprennent des membres très proches des aspirations des jeunes. A cela il faut répondre que ces membres sont le plus souvent des adultes. La contradiction réside donc dans le fait que les intentions actuelles quant à une politique de la jeunesse viennent des adultes et non des jeunes.

La Section Jeunesse était consciente de cette difficulté et sa préoccupation majeure était d'enlever le plus rapidement possible au projet son caractère « paternaliste » et le remettre aux jeunes eux-mêmes.

Il reste une dernière question. Le projet de l'Unesco est audacieux, mais il n'est pas du tout certain que les jeunes voudront y adhérer. Il est même probable que les groupuscules ainsi que les nouveaux mouvements de la « contestation culturelle » le rejettent en dénonçant une tentative camouflée de récupération.

Retour au Jura

Si l'on affirme que l'année du 25^e anniversaire du mouvement séparatiste jurassien marquera certainement un tournant dans l'histoire de ce coin de pays, si l'on peut maintenant déjà supposer que les mois à venir seront « chauds » et prédire que des événements décisifs doivent être envisagés, il ne faudrait surtout pas voir dans ces constatations un

certain fétichisme des dates. Il serait en outre hasardeux de conclure à un bluff des dirigeants du Rassemblement jurassien. Il est, semble-t-il, nécessaire de chercher quelques explications à cette fièvre, à ces menaces à peine voilées des séparatistes. Il faut relever certaines informations qui sont de nature à éclairer l'opinion publique romande et suisse sur la situation présente et sur les événements à venir.

Anciens combattants

Signalons tout d'abord l'impatience de la génération des « anciens combattants », militants de la première heure qui refusent d'être sacrifiés plusieurs années encore, qui rêvent de voir enfin aboutir leurs revendications et prendre fin leur lutte. C'est parmi eux que se recrutent presque essentiellement les partisans de la création d'un canton du Jura Nord. C'est parmi eux aussi que se retrouvent la majorité des nostalgiques de l'action violente.

Tout autre est l'impatience de la jeunesse jurassienne. Son attitude s'inscrit dans la contestation de la nouvelle génération. Certaines prises de position progressistes récentes du Groupe Bélier semblent indiquer que ce mouvement considère la question jurassienne surtout comme le révélateur d'une situation. Ses membres refusent notre organisation sociale, nos us et coutumes politiques. Ils ont trouvé dans leur lutte un moyen de manifester leur opposition catégorique au « système ». Ce système qui les ignore, qui les fiche et les enferme, avant de les « récupérer ».

Faut-il en outre signaler que les jeunes du Jura ont une raison supplémentaire de refuser leur situation ? En effet, le Jura est aujourd'hui incapable de répondre aux aspirations professionnelles et sociales de ses habitants. Alors que dans les régions industrielles et urbanisées, la promotion personnelle est possible, dans le Jura, les jeunes et les universitaires plus particulièrement, sont obligés de choisir entre le sacrifice de leurs ambitions par attachement à leur pays et « l'exil ».

Le statut du Jura

Le fait que 50 000 d'entre eux ont été contraints d'accepter cette dernière solution explique et justifie d'ailleurs les revendications des Jurassiens de l'extérieur. Il est aussi naturel, comme l'a relevé dans une étude récente un jeune sociologue jurassien, que ceux qui restent adoptent une attitude critique. Il est non moins compréhensible que les lenteurs des procédures politiques les exaspèrent et les incitent à l'action contestataire.

Pour mémoire, on rappellera que sur un tout autre plan, l'affaire jurassienne va connaître un regain d'actualité : par la publication, enfin, du deuxième rapport de la Commission confédérée des bons offices. Et aussi lorsque sera connu et discuté au Parlement bernois le statut du Jura mijoté par les autorités et l'administration cantonales.

Ces rapports et ces projets devront fatalement être confrontés aux expertises juridiques commandées par le Rassemblement jurassien aux professeurs de droit international Veiter et Ermacore de Vienne. Prévoyons donc qu'à côté des discussions dans les bureaux et les officines, très éventuellement de tractations autour du tapis vert, cette année prochaine verra des harcèlements et des affrontements « dans le terrain » au travers d'actions spectaculaires pour lesquelles les Jurassiens semblent avoir montré suffisamment d'imagination et d'à propos.

Sondages d'opinion (suite)

Nous avons montré les dangers que présentent les sondages d'opinion (DP 158) : un instrument de manipulation, mais qui pourrait devenir un moyen au service de la transparence politique.

Entretemps nous avons eu connaissance du « Code professionnel » de l'Association suisse des spécialistes en étude de marché. Nous en extrayons la partie 4. « Pratiques concernant les rapports et les résultats d'enquêtes » :

4.1 Chaque rapport devra contenir les indications détaillées suivantes :

- pour qui et par qui la recherche a été réalisée, (si plusieurs instituts ont participé, ils doivent tous être cités avec mention de leurs prestations);
- le but de l'étude;
- une description générale de l'univers concerné;
- la nature et la taille de l'échantillon choisi ainsi que le nombre d'interviews effectuées;
- la répartition géographique et démographique des interviews;
- la description de la méthode de recherche utilisée (interviews personnelles, par correspondance, enregistrements mécaniques ou autres méthodes);
- un exemplaire des questionnaires, des formules de recherches et du matériel d'enquête utilisés;
- une description claire du personnel enquêteur ainsi que des contrôles effectués et leur nombre;
- l'indication de la période et de la durée des interviews;
- une reproduction objective des résultats ressortant de la recherche;
- au besoin, description des méthodes de pondération adoptées;
- les bases chiffrées pour les calculs de pourcentage. »

Mais ces règles ne régissent que les rapports entre l'entreprise de sondage et son client. Celui-ci est ensuite libre de disposer de l'enquête à sa guise. Pourquoi alors ne pas étendre ces prescriptions à la presse. D'autre part un accord entre les éditeurs pourrait déterminer les éléments essentiels devant accompagner obligatoirement la présentation des résultats dans les journaux.

Enfin, toutes les enquêtes (à l'exclusion des études de marché) devraient être déposées auprès d'un office central — la Bibliothèque nationale par exemple — où chacun pourra les consulter.

A quand une interpellation sur ce sujet ?

Va-et-vient

Il y a de cela quelques années, le « brain drain », l'exode des cerveaux européens, asiatiques et africains vers le Nouveau Monde faisait la une des journaux. La « Revue internationale du travail », publiée par le Bureau international du travail, s'était intéressée au problème. Le Centre de recherches européennes de Lausanne, du professeur Rieben, avait consacré un ouvrage important à cette question. Réflexion faite, on avait constaté que la Suisse était, une nouvelle fois, gagnante dans ces échanges internationaux de chercheurs. Et puis le mouvement s'était tassé, comme on dit. Le problème n'est d'ailleurs plus d'actualité depuis que le chômage a atteint aux Etats-Unis les cadres supérieurs. On prendra connaissance avec intérêt du bilan publié cet automne par l'OFIATM concernant les migrations des citoyens suisses de formation universitaire ou technique.

Continents Pays caractéristiques	Sorties 1961-1970 Personnes	Rentrees 1961-1970 Personnes	Excédent des sorties (-) ou des rentrees (+) 1961-1970
Europe	4 613	4 893	+ 280
Allemagne . . .	980	1 139	+ 159
France	938	1 011	+ 73
Grande-Bretagne .	1 101	1 171	+ 70
Italie	400	406	+ 6
Amérique	4 212	3 777	- 435
Canada	607	447	- 160
Etats-Unis	2 885	2 686	- 199
Afrique	1 081	898	- 183
Rép. Sud-Africaine	277	138	- 139
Asie	769	744	- 25
Inde	151	188	+ 37
Israël	108	105	- 3
Japon	109	101	- 8
Océanie	231	146	- 85
Destinat. inconnue .	41	13	- 28
Total	10 947	10 471	- 476